



*Communiqué de presse unitaire,
Paris le 13 décembre 2022*

Contre le projet du gouvernement sur l'asile et immigration. Pour l'égalité des droits et la solidarité.

Les organisations syndicales CGT, FSU, l'union syndicale Solidaires dénoncent le projet de loi asile et l'immigration dont les grandes lignes ont été présentée par la Première Ministre le 6 décembre.

Les immigré·es présent·es en France se sont souvent exilé·es de leur pays d'origine pour fuir la misère, les guerres ou encore les conséquences du changement climatique et d'une économie mondialisée fondée sur l'exploitation des ressources des pays du Sud.

Les personnes immigrées arrivent en France, dans le pays qu'elles pensent être celui des droits humains, avec l'intention d'y trouver une vie digne : un logement, un travail, la paix et la liberté pour elles et de quoi subvenir aux besoins de leur familles. La réalité en est le plus souvent très éloignée : parcours migratoires longs et dangereux, difficulté de déposer une demande d'asile ou de titre de séjour à l'arrivée, interdiction de travailler légalement, travail illégal et exploitation par les patrons, précarité extrême, peur des arrestations...

L'obtention d'un titre de séjour est particulièrement difficile : les procédures sont longues, les moyens d'accueil et d'accompagnement largement insuffisants, les délais de traitement des demandes inacceptables.

Le gouvernement, loin de prendre en compte ces réalités et de chercher à améliorer l'accueil et l'accès aux droits des immigré·es, n'envisage que d'aggraver la situation. Ce projet, dans la continuité des politiques migratoires antérieures part d'une vision utilitariste des immigré·es en France. Ne seront « acceptables » que les immigré·es perçu·es comme rentable pour l'économie, et une nouvelle catégorie de travailleurs étrangers dont la durée du séjour est limitée au bon vouloir de leur patron, serait créée. Quant aux autres, ni leur situation personnelle, ni leur situation familiale ne leur conféreront désormais des droits, au point que les régularisations deviendront quasiment impossibles.

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires dénoncent ce projet de loi qui va à l'encontre de nos valeurs d'accueil, de solidarité et d'égalité des droits.

Nous affirmons qu'un·e travailleurs·euses doit bénéficier des mêmes droits quelle que soit sa nationalité, son statut, son genre.

- **Nous demandons, pour toutes et tous les travailleurs·euses migrant·es et leur famille un titre de séjour de plein droit par simple preuve de la relation de travail.**
- **Nous exigeons un accueil digne des réfugié·es avec des moyens à la hauteur des besoins (ouvertures de postes, places, guichets...) comme cela a été fait par exemple pour les exilé·es d'Ukraine.**
- **Nous soutenons toutes les luttes et toutes les grèves sur ces sujets**

Nous appelons à nous unir le plus largement possible contre l'immigration jetable et nous appelons à rejoindre les mobilisations pour la journée internationale des migrant·es le 18 décembre sur tout le territoire.